



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine

Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE IV

LES JEUNES DANS LA CONSTRUCTION DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE : HISTOIRE D'UN CONTINUUM DES CONFLITS VIOLENTS

Introduction

Nous avons présenté ci-haut (*cf.* chapitre introductif) les principales approches explicatives de la récurrence des conflits violents en Afrique en général, et avons mentionné la moindre importance analytique accordée au poids de l'histoire et à la jeunesse qui ne sont plus de simples facteurs parmis tant d'autres, mais des constantes de la récurrence et la prolongation des conflits violents en Centrafrique. Pour soutenir nos propos, nous allons montrer comment les jeunes ont été fort longtemps au centre des histoires de violence que ce pays a connues, et préciser comment c'est encore le cas aujourd'hui dans un contexte de délaissage des jeunes. Il s'agira aussi de répondre à la question de savoir comment s'est formée ce que nous avons appelé l'arène politique centrafricaine (au cœur de laquelle évoluent les jeunes) au fil de l'histoire (précoloniale, coloniale et postcoloniale) de la Centrafrique. Ces préoccupations nous conduiront donc à démontrer en quoi la violence en Centrafrique s'inscrit dans une longue durée, et comment les jeunes interagissent avec ce contexte qui s'est sédimenté au fil du temps.

Pour ce faire, nous allons revisiter l'histoire de ce pays, relativement à notre postulat d'une possible continuité avec ce passé. C'est l'objet du présent chapitre qui nous conduira à explorer l'histoire violente du peuplement de la Centrafrique, puis à revenir sur les anciennes crises liées à l'incursion des acteurs externes sur ce territoire, avant d'en analyser les implications avec l'époque actuelle et sur les jeunes, en référence au concept d'*habitus* comme « principe générateur » promu par Bourdieu (Mounier, 2001). Comme le rappelle Jan Bart Gewald (2003), « la violence telle qu'elle se manifeste actuellement en Afrique [...] doit uniquement être considérée par rapport à l'histoire ». Cette question lie parfaitement anthropologie et histoire dans ce que Dozon (1989 :4, 30-31) appelle un « mariage de raison » où l'historiographie accroît le recueil et la qualité informative au-delà du cadre habituellement dévolu à l'enquête ethnologique. Les sources écrites nous ont ainsi permis d'enrichir les informations recueillies empiriquement, dès lors que l'anthropologie s'est elle-même nourrie d'histoire et inversement.

Faute de mieux, et pour la clarté dans nos propos, nous utiliserons les termes "territoire de l'actuelle Centrafrique" pour désigner la Centrafrique précoloniale ou "Oubangui-Chari" pour parler de la période coloniale. L'époque postcoloniale sera désignée sous l'appellation République centrafricaine (RCA) ou Centrafrique. Si nous considérons que ce découpage -

précolonial, colonial et postcolonial- comporte une part d’arbitraire (d’où la situation de la continuité que nous défondons) au regard de la question examinée ici, nous y recourrons tout de même pour faciliter la compréhension de nos propos.

I. JEUNESSE ET VIOLENCE DANS L’HISTOIRE PRECOLONIALE ET COLONIALE DE LA CENTRAFRIQUE

Comme souligné plus haut, pour comprendre comment s’est durablement construite l’arène politique centrafricaine au fil du temps, il est crucial de commencer ici par revisiter l’histoire précoloniale et coloniale de ce pays, non de manière séparée, mais inscrit dans un continuum. Une telle excursion dans le passé est aussi nécessaire pour comprendre la place occupée par les jeunes dans cette histoire particulièrement violente.

En effet, le territoire centrafricain du point de vue de son peuplement, est décrit comme conquis récemment (XIXe siècle) par des peuples venus essentiellement des régions du nord-est, de l'est (Soudan nilotique) et de l'ouest (Adamaoua camerounais), bien que les découvertes plus récentes ont montré que le territoire centrafricain actuel a été également habité à l'époque préhistorique (Vidal, 1969, 1982 ; Bayle des Hermens, 1975 ; Kalck, 1992⁶¹ ; Saragba, 2004).

Dans les lignes qui vont suivre, nous décrivons le poids de la violence à l'origine du peuplement récent du territoire centrafricain, pour ensuite aborder les différentes phases d'incursions esclavagistes et coloniales qui, non seulement attestent des massacres et déportations, mais ont aussi engendré des ripostes de la part des populations autochtones. En toile de fond, nous examinerons le rôle des jeunes comme victimes et acteurs dans cette histoire dont nous analysons la continuité dans l'actualité.

I.1- Violence et peuplement du territoire centrafricain

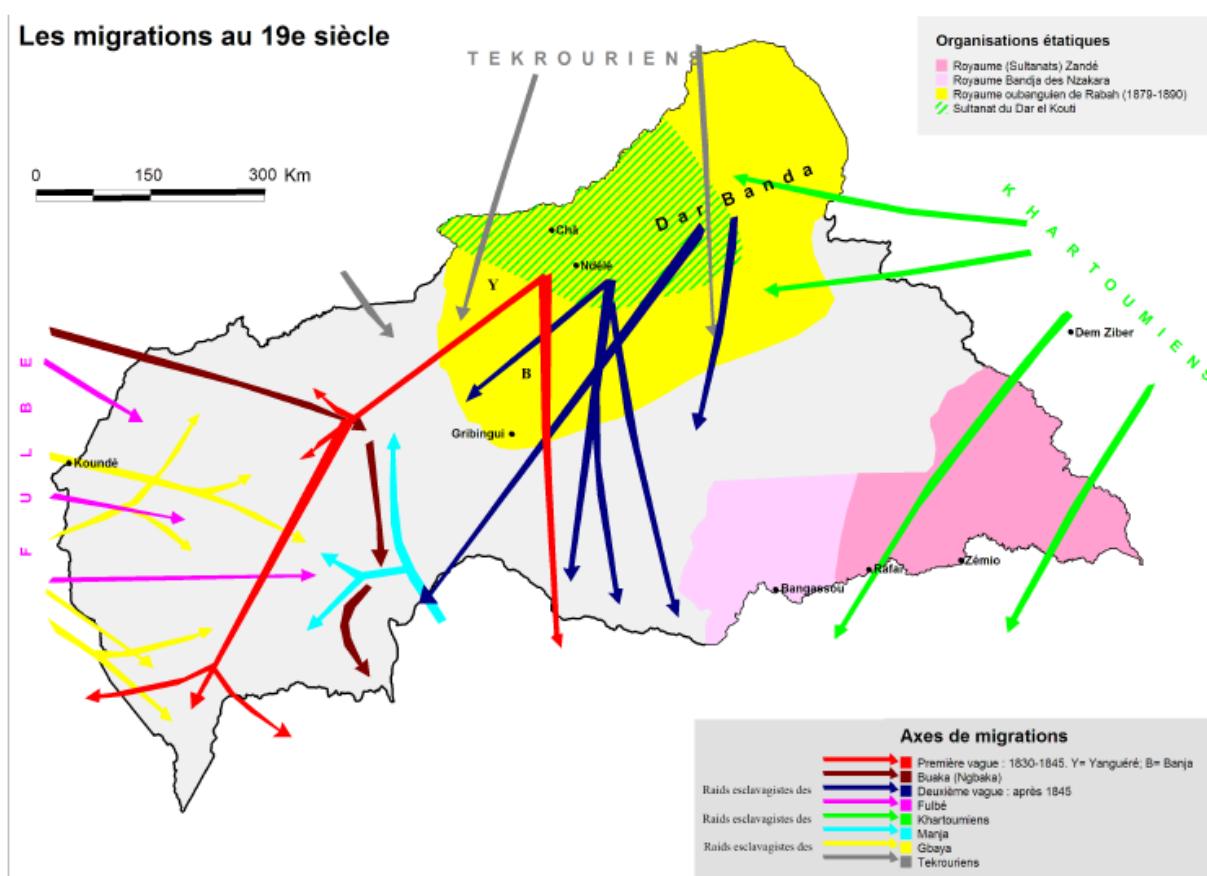
I.1.1- Une occupation territoriale consécutive aux persécutions

Il est généralement admis qu'à l'exception des Pygmées (ou *twides*) considérés comme les « premiers occupants » du territoire de l'actuelle Centrafrique, comparativement au reste de la population qui y vit (Zoctizoum, 1983), l'arrivée des nouveaux migrants à l'instar des Banda et Baya [Gbaya] (deux groupes majoritaires en Centrafrique) datent du XIX^e siècle (Prioul, 1981 ; Mollion, 1992). Pierre Mollion (*ibid.*) cite également Cornevin qui pense que les populations

⁶¹ Kalck (*ibid.*) regrette toutefois l'absence jusqu'à présent, de toute découverte de restes humains, situation due, semble-t-il, à la forte acidité du sol.

les plus anciennes auraient été décimées [sans dire par quoi], puis au XIX^e siècle, le territoire de l’Oubangui-Chari serait devenu une zone de refuge pour des populations fuyant, les unes la traite atlantique, les autres, la traite arabe. C’est dire que l’histoire de l’occupation récente du territoire de l’actuelle Centrafrique est fortement liée à des persécutions, donc à la violence, actes qui vont se prolonger avec l’installation au Nord-est du sultanat de Dar El Kouti dont la principale activité a consisté en des chasses aux esclaves. Mais l’installation et la configuration de ces populations, loin de rompre avec la violence à l’origine de leur arrivée, semble préconfigurer de futurs conflits en terre centrafricaine, comme on l’a vu d’ailleurs avec l’occupation spatiale de la capitale Bangui (*cf. supra* chap. 2).

Carte N° 4 : les migrations au XIXe siècle (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine, 2011).



I.1.2- L'occupation du territoire centrafricain, une configuration préconflictuelle

Après cette installation consécutive à des persécutions, comment se présente l'occupation territoriale de la Centrafrique par les populations, occupation dont on disait pour la ville de Bangui qu'elle est préconflictuelle ?

En effet, à côté des pygmées qui ont gardé leur occupation ancienne jusqu'à nos jours confinés dans la zone forestière du sud-ouest centrafricain en compagnie de quelques groupes résiduels (Saragba, 2004), Christian Prioul (1981 : 31) nous indique que vers 1890, les cadres généraux de la répartition géographique des grandes ethnies était déjà en place – Gbaya à l'ouest, Mandja au centre, Banda à l'est et « gens d'eau » au bord de l'Oubangui – mais l'organisation interne des différents sous-groupes diffère notablement de celle d'aujourd'hui. Selon l'auteur, chacune de ces ethnies occupe une aire de peuplement clairement séparée par un *no man's land* de celle des autres groupes de la région. Cependant, ajoute-t-il, « Il arrive cependant que *ce no man's land* soit peu étendu et fasse figure de zone frontalière par rapport à l'espace aménagé que constitue l'aire ethnique proprement dite » (Prioul, *idem* : 71).

Pierre Kalck (*op. cit.* : 59-85) de son côté, répartie cette population en "peuples péagiers", "peuples de la savane", auxquels s'ajoutent les descendants de l'ancienne nation zandé et les populations dites "islamisées". D'après l'auteur, il y a d'abord les « peuples péagiers » qui regroupent l'ensemble des peuples qui vivent sur les abords du fleuve Oubangui. Ce groupe compte les Batéké et les Bobangi (Ngbaka, Lissongo), auxquels s'ajoutent les Yakomas, Banziri, Bouraka, Sango, tous Oubangiens aussi appelés « gens d'eau » et « Ngandi ». A signaler que ce peuple a été à l'origine de la diffusion d'une langue véhiculaire, la « langue d'eau » dans laquelle prédominait le Sängö devenu depuis 1963 la langue nationale centrafricaine. Ces peuples étaient solidement installés et leurs activités consistaient en commerce, pagayage et pêche. Ils gardent encore de nos jours un certain contrôle sur ces activités dans le sud et y associent l'agriculture.

Nous avons ensuite les « peuples de la savane ». Bien que certains d'entre eux ont disparu aujourd'hui⁶² (assimilations, razzias, épidémies), quelques groupes ont survécu à ces

⁶² Mollion (1992: 17) précise que "Les groupements ethniques autochtones déjà affaiblis, auraient été bousculés par les nouveaux arrivants et se seraient trouvés soit soumis et assimilés (les nouveaux arrivants leur étant très proches, il n'y aurait eu ni extermination, ni exode, mais cohabitation), soit repoussés vers le Sud.

bouleversements, à l'instar des Mboum dans l'ouest et des Sara⁶³ dans le nord. Le groupe Mboum se défendra farouchement contre les Baya (Gbaya), peuple venu de l'Adamaoua et qui occupe actuellement l'ouest et le sud-ouest centrafricains. Ces groupes ont dominé pendant longtemps l'Adamaoua actuel.

A ces groupes, il faut ajouter, comme l'a souligné Kalek, les descendants de l'ancienne nation zandé et les Nzakara de la partie sud-est du pays. Il en est de même pour les populations du nord-est, dites « islamisées » (ou « arabisées » selon Mollion, *ibid.*) dont les principaux sont les Rounga et les Goula auxquels nous pouvons associer les peuls (Fulbés) *M'Bororo* (Woodabé et Djafun), pasteurs transhumants dont les premières arrivées datent de 1920, qui sillonnent le pays pour paitre leurs bœufs, mais avec une présence plus ou moins affirmée au centre-est, au nord-ouest et au centre-ouest du pays (Atlas de la République Centrafricaine, 2011).

Auparavant établis depuis le sol actuel centrafricain jusqu'au-delà, de part et d'autre de ce territoire, Téné-Koyzoa (2007) pense du fait de cette disparité, qu'on ne peut parler de véritable « société centrafricaine » (ou « nation centrafricaine » selon Saragba, *op. cit.*) qu'à partir des années 1960, date de l'accession à l'indépendance et de la reconnaissance définitive de ses frontières internationales.

Cependant, comme nous l'avions vu pour le cas de la ville de Bangui, la configuration de la population Centrafricaine, loin d'être une source de cohésion ou d'unité dans la diversité, semble constituée un précédent à des conflits dès que instrumentalisée. C'est ainsi que l'accession au pouvoir d'un président originaire du sud est souvent interprétée comme une domination des populations du sud sur celles d'autres régions comme à l'époque du général André Kolingba issu de l'ethnie Yakoma, groupe ethnique qu'il a aussi privilégié. C'est aussi le cas de la population Gbaya à l'accession au pouvoir du Président François Bozizé. La chute de ces régimes rimes également avec la persécution des membres de leur groupe ethnique d'appartenance et des proches du pouvoir. Le cas de la population de Paoua à la chute du président Patassé reste à cet égard très illustratif. Il s'ensuit également un manque de confiance dans l'armée nationale au profit des milices proches de l'ethnie du président au pouvoir.

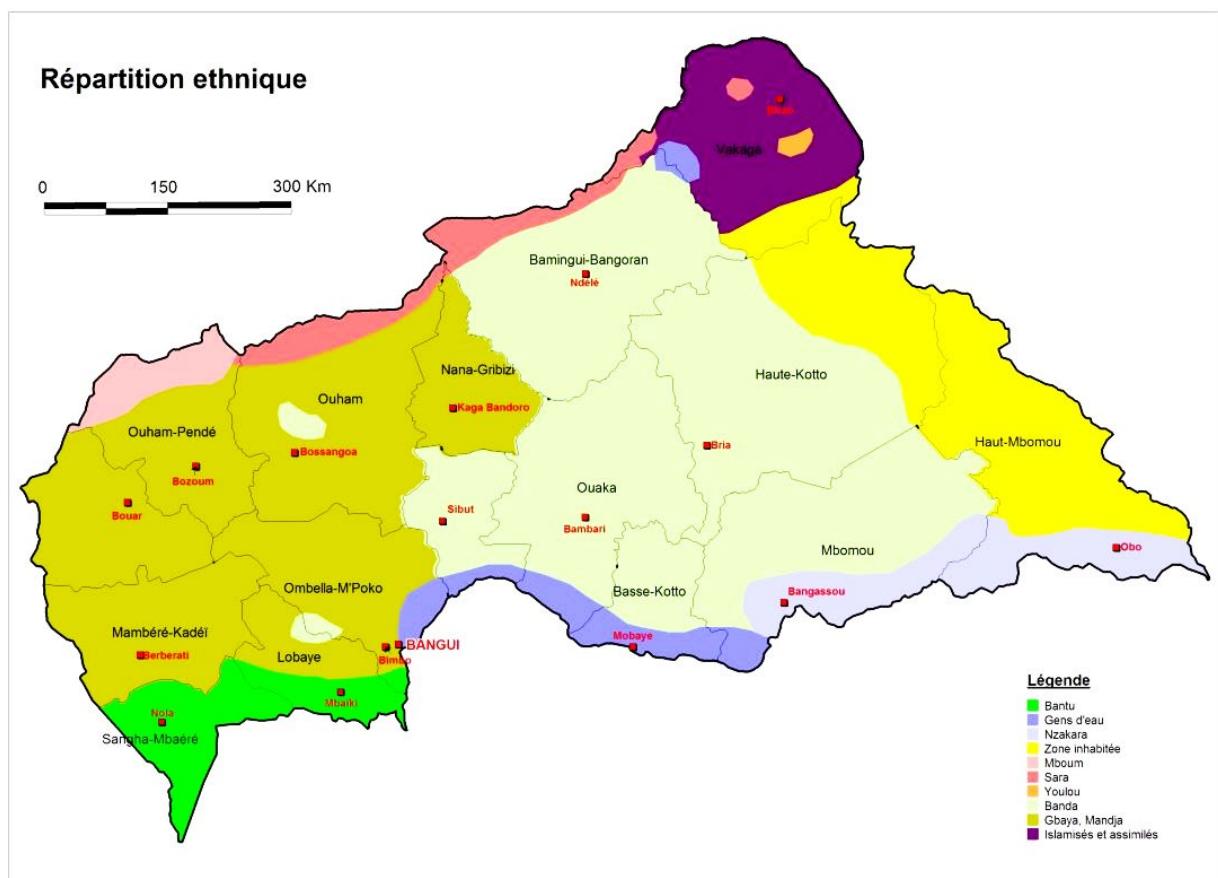
En dehors de l'appartenance ethnique et l'emplacement géographique, l'appartenance religieuse est aussi un précédent à des conflits. Ainsi, la religion a servi d'alibi par le passé pour

⁶³ On retrouve aujourd'hui à Paoua un sous-groupe Sara, les Kaba, et un sous-groupe Mboum, les Tali ou Talé. La majorité des Mboum étant installés au Cameroun, et celle des Sara au Tchad, ces peuples constituaient de véritables nations aux XVI^e et XVII^e siècles qui dépassaient chacune les deux millions d'habitants (Kalck, 1992 : 65).

persécuter les populations musulmanes majoritaire au nord, jugées proches du régime déchu du Président putschiste Michel Djotodia. Il a été également évoqué leur proximité avec le Tchad voisin majoritairement musulman d'où provenaient les chasseurs d'esclaves à l'époque précoloniale. Pourtant, l'emplacement géographique territorial est historiquement lié à la recherche de la quiétude, et l'appartenance religieuse est le produit d'une histoire violente : la conversion des populations du nord-est étant consécutive à la présence des sultanats musulmans responsables des razzia d'une part, et la conversion au christianisme, une conséquence de la présence européenne à partir du sud d'autre part. Cela dit, quelle place occupent les jeunes dans cette histoire ?

Carte N° 05

Principaux groupes ethniques centrafricains (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine, 2011).



I.2- Les jeunes au cœur des razzias⁶⁴ esclavagistes en sol centrafricain

En explorant la question de la violence en lien avec les jeunes sur le territoire de l'actuelle Centrafrique à l'époque précoloniale et coloniale, il est inévitable de parler de la tragédie de la traite esclavagiste occidentale et orientale. Le commerce des esclaves a constitué en effet, l'une des principales causes du dépeuplement du territoire de l'actuelle Centrafrique devenue « un réservoir d'hommes-marchandises » (Zoctizoum, 1983 :81) du XVI^e au XIX^e siècle.

D'abord, à propos de la traite occidentale ou traite atlantique (1441-1880), Téné-Koyzoa (2007 :40) rapporte qu'entre 1580 et 1880, elle a fait (selon les chiffres relevés par Cornevin, 1966), trois millions de victimes pour la seule côte angolaise. L'auteur précise que le sud-ouest du territoire actuel de la RCA fut touché par cette saignée par l'intermédiaire du roi Loango (au nord de l'actuelle Pointe-Noire), autrefois vassal du Roi du Congo. A noter que la complicité de ces chefs africains (« la cupidité des souverains africains » - pour reprendre les termes de l'auteur) avec les commerçants portugais a aussi contribué au dépeuplement d'une partie du territoire de l'actuelle Centrafrique (bassins de la Sangha et de l'Oubangui) où le prix de l'homme était très bas : 6 kg de sel selon l'Anglais Browne (Téné-Koyzoa, *ibid.*). Kalck (1992 : 80) mentionne que « pour obtenir un âne d'Egypte, il ne fallait pas moins de 10 esclaves. On négociait aussi un homme pour 4 bracelets de pacotille et 1 mesure de sel ».

Quant à la traite orientale (1750-1910), elle a atteint le nord-est centrafricain à partir de 1750 pour atteindre son paroxysme à la fin du XIX^e siècle (Saulnier, 1997). Elle se faisait en direction de l'Afrique du Nord, via le Sahara, par les trafiquants musulmans (Téné-Koyzoa, *idem*). Entretenue par l'Egypte et ses satellites, les sultanats du Darfour, du Barh-El-Ghazal, du Ouaddaï et du Baguirmi, elle se faisait par des trafiquants musulmans venus des régions du Nord et du Nord-Est (Tchad et Soudan actuels). Là aussi, les chefs locaux, à l'instar des chefs des royaumes zandé-nzakara (les Rois Bangassous, Rafaï et Zémio au sud-est actuel de la RCA) ont largement collaboré avec les caravaniers musulmans venus du Darfour et du Kordofan soudanais pour razzier les populations hors de leurs royaumes en échange des fusils et autres objets de pacotille. Et Pierre Saulnier (*idem*) de conclure en citant Schweinfurth qui estime

⁶⁴ Le nom *razzia* signifie *attaque/invasion* d'une troupe de pillards pour enlever les troupeaux ou les récoltes d'une tribu. Dans le contexte historique qui nous préoccupe ici, le terme *razzia* correspond aux incessantes chasses aux esclaves, mais aussi aux pillages des ressources. Selon Degras (2012), le mot « *razzia* » est le pluriel de « *ghazua* », un terme arabe qui signifie « guerre ou raid ». Kalck (1992 : 73) préfère le terme *ghazua* à *razzia* qui a acquis en français à la suite de l'occupation du Maghreb et du Sahara, le sens de raid de pillards, puis celui d'expédition punitive contre les pillards. Téné-Koyzoa (*ibid.*) ne différencie pas *ghazua* de *razzia* ("*ghazua = razzia*").

qu'entre 1830 et 1870, le seul Dar Ferti⁶⁵ fournit chaque année de 12 à 15 000 esclaves. Téné-Koyzoa (*idem* : 42) donne, sur une base de 50 000 personnes par an pour tout le pays, le chiffre effarant de trois millions de "Centrafricains" (sic) qui auraient été déportés en 60 ans entre 1850 et 1910. Il n'en fallait pas plus pour que ce territoire soit vidé de ses habitants qui avaient aussi le malheur d'être des peuples non islamisés (les païens ou *Kirdi* selon la conception musulmane).

C'est dire à quel point le territoire de l'actuelle Centrafrique et sa population ont été au centre des affres de la traite esclavagiste aussi bien occidentale qu'orientale, affichant ainsi les couches premières couches de contraintes et crises diverses (cf. notion de *Duress*, De Bruijn & Both, 2018) que le pays va accumuler au fil du temps. Les jeunes hommes et femmes, recherchés en priorité pour leur endurance lors du "convoyage", leur force de travail et leur prix entre autres, étaient déjà au cœur de ce commerce d'esclaves comme on peut le remarquer dans ce propos de Cordell (1977, cité par Both *et al.*, 2020 : 12) sur la traite arabe :

Physical strength (for carrying guns, general recruitment into the army, walking and surviving long distances as slaves to be sold further away), attractiveness, youthfulness, the ability to reproduce (for women), trustworthiness (eunuchs), and ability to adapt (convert to Islam and a new lifestyle, in the army or workplace)—all these characteristics made young people the favourite targets (p. 305).

Young prisoners brought better prices than older ones. Probably because they could bear children, young women were worth more than young men, and if they were pretty and virginal, they brought an even better price (p. 303).

Toujours en ce qui concerne la préférence des esclavagistes pour la population juvénile, Pierre Kalck (1992 : 77) précise que « les habitants jeunes étaient enchainés, les vieux et les blessés tués sur place ». En revanche, l'auteur nous avertit qu'« Il ne faut pas commettre l'erreur de voir dans les nombreux mouvements migratoires qui seront déclenchés au XIX^e siècle par ces chasses aux esclaves une débandade des Centrafricains devant les esclavagistes (...). Souvent aussi, les villageois fertit (nord-est) parvenaient à tendre des embuscades aux esclavagistes » (p. 79). On comprend par-là que la violence était déjà présente et visait particulièrement les jeunes, et la riposte ou défense (portée par les jeunes) face à ces abus s'organisait conséquemment.

⁶⁵ Dār Fertit (également orthographié Dar Fartit) est un terme historique pour les basses terres au sud du Darfour (Dar Fur) et à l'est des hautes terres à l'est de la République centrafricaine moderne qui contiennent des affluents du Nil Blanc. Cette région comprend des parties du sud - ouest du Soudan et le nord-ouest du Soudan du Sud ([https://fr.qaz.wiki/wiki/Dār Fertit](https://fr.qaz.wiki/wiki/Dār_Fertit), consulté le 17 mars 2021).

Alors que se poursuivait la traite arabe depuis le nord-est en direction du sud vers le centre et l'ouest du pays, survint la conquête occidentale. Celle-ci a d'abord entraîné des rivalités entre esclavagistes arabo-musulmans et les impérialistes français⁶⁶ ; une parfaite illustration des affrontements des acteurs divers pour des intérêts variés et la construction de l'arène en Centrafrique. Certes, les impérialistes français mettront un terme à la traite orientale sur ce territoire, mais vont ouvrir une autre page sombre de l'histoire centrafricaine, celle de la colonisation avec ses conséquences dramatiques via l'instauration du système concessionnaire que nous abordons au cours du sous-chapitre suivant.

I.3- La jeunesse porteuse des abus de la colonisation

1.3.1-Une occupation française violente

Comme nous le rappelle Thomas Yanis (2016), la conquête française en Afrique est tardive et ne commence véritablement qu'à partir de 1880. Elle est le résultat d'une course, « un *rush* colonial » de la période du 1880-1914 entre les puissances impérialistes européennes (Anglais, Français, Allemands, Belges) pour occuper le cœur de l'Afrique à la recherche des matières premières et l'élargissement de leur hégémonie. Âprement disputé entre les puissances coloniales de l'époque, en l'occurrence la France, la Belgique, et l'Allemagne, ce n'est que le 26 juin 1889 que la décision fut prise par Albert Dolisie de fonder le poste de Bangui qui deviendra plus tard, suite à un décret du 11 décembre 1906, la capitale de l'Oubangui-Chari (Téné-Koyzoa, *op.cit.*). Les évènements qui vont suivre cette incursion coloniale française et son expansion sur le territoire centrafricain et au-delà (conquête du Tchad) ne vont pas être de tout repos pour les populations autochtones déjà fortement affectées par la traite des esclaves.

En effet, rappelons (répétition oblige pour la clarté de nos propos) qu'après la fondation du poste de Bangui et le pacte de sang conclu avec les autochtones, un chef de poste, M. Musy est laissé à Bangui. Mais en voulant séparer les habitants de deux villages, il est tué le 2 janvier 1890 avec plusieurs de ses hommes (Brégeon, 1998 ; Flichy de la Neuville (dir.), 2014). Un autre évènement est venu aggraver cette situation : celui de la mort ou plutôt l'assassinat de l'un des tout premiers explorateurs français, Paul Crampel⁶⁷ en 1891 (Brégeon, 1998 ; Kalck, 1992)

⁶⁶ En témoigne l'assassinat de Paul Crampel, jeune explorateur français sur l'instigation de l'esclavagiste Sénoussi le 08 avril 1891, une certaine collaboration de la France avec Sénoussi, puis l'élimination de ce dernier et son fils Adem par la France le 11 janvier 1911(Brégeon, 1998: 23-24).

⁶⁷ Crampel cherchait à lier la cuvette congolaise à la cuvette tchadienne en traversant les plateaux qui constituent l'essentiel de la superficie de l'actuelle Centrafrique.

dans une embuscade tendue par les Sénooussistes (Prioul, 1981). Les explorateurs qui viendront après vont se prémunir afin de prévoir de tels incidents. Il en résultera de lourdes conséquences pour les populations. Certes, si certaines communautés qui ont déjà été en contact avec des étrangers pacifiques ont accueilli les explorateurs sans opposition, d'autres qui ont voulu opposer une résistance, ont par contre été confrontés aux balles des Blancs. Ainsi, précise Christian Prioul (*ibid*), « la tentation qu'ont les blancs d'employer les armes à feu est certainement grande. Dès la première embuscade des Mandja, (...), Maistre ordonne le feu et lorsque les Mandja font front, il fait tirer les salves ». L'explorateur mentionné ici par Prioul est lui-même conscient des conséquences de ses actions : « j'avoue même que ces hostilités qui viennent de commencer ne laissent pas de m'inquiéter sur la suite du voyage, car le bruit de nos coups de fusils s'est certainement répandu au loin et nous n'aurons plus cette réputation de gens pacifiques⁶⁸ qui, de l'Oubangui nous avaient précédée chez les Ndris et nous avait valu un si bon accueil ». Il avait pourtant pris sa décision consciemment : « cette fois ma patience est à bout ; il ne faut pas laisser croire à une poignée de sauvages qu'ils peuvent impunément harceler et attaquer les Blancs [...] » (p. 159)

L'auteur nous présente successivement via des termes particulièrement violents, les exemples des abus contre les populations hostiles à la présence des conquérants français. Selon lui, c'est Crampel qui « inaugure les représailles contre les Bonjo », Biscarat « met au pas les Langbassi », Dybowsky « venge Crampel », Maistre « donne une leçon aux Mandja ». Il en vient à établir une similarité entre la méthode des explorateurs et celle des esclavagistes : « aux yeux des autochtones, le comportement des Blancs ne devait pas être très différent de celui des Snoussous [Sénooussistes], eux aussi pacifiques dans la mesure où leurs désirs étaient satisfaits » (*ibid.*). C'est dire qu'à la suite des razzias esclavagistes, l'occupation française a été tout aussi sanglante pour les autochtones avec une proportion notablement élevé de jeunes défenseurs traditionnels des communautés (cf. *supra*). Après cette occupation violente sur le fond et la forme, vient l'exploitation à travers le système des sociétés concessionnaires.

⁶⁸ Cette politique douce fut plutôt privilégiée par Pierre Savorgnan de Brazza qui voulait une conquête pacifique en négociant avec les chefs locaux. Ce qui n'était pas le cas pour les autres européens. A titre d'illustration, en juillet 1905, à l'annonce de la mission d'inspection de De Brazza (suite aux multiples exactions commises par les administrateurs coloniaux et concessionnaires), les responsables la société Ouham-Nana ont libéré 119 enfants et femmes qu'ils ont enlevés aux villageois pour exiger d'eux de livrer les coupables de l'agression de leurs agents. Entretemps, ils ont déjà brûlé villages et récoltes des réfractaires (Saulnier, 1997 :84). L'ouvrage d'André Gide, *Voyage au Congo*, parut en 1927, fait largement échos de ces types d'abus.

1.3.2-Une exploitation coloniale dévastatrice

Après les excursions exploratoires et les démêlés mortels avec les autochtones faiblement armés (la domination sans conteste du colonisateur étant assurée), survient la période de l'exploitation coloniale via le système concessionnaire. En effet, pour exploiter cet immense territoire conquis, l'Etat français a mis en place des concessions d'une durée de 30 ans contre une redevance fixe proportionnelle à la superficie et d'un impôt de 15% sur les bénéfices permettant ainsi de financer l'administration de la colonie. Dix-sept concessions sont ainsi créées en 1899, couvrant une superficie de 324 000 km² (soit plus de la moitié du territoire de l'actuelle Centrafrique) pour exploiter le caoutchouc et l'ivoire à l'exception des minerais (Brégeon, 1998 : 40-42 ; Flichy de la Neuville (dir.), 2014 :31). Cette politique s'inscrit dans la logique française selon laquelle « Les colonies doivent profiter à la métropole...par l'accroissement de la puissance politique et économique », comme le proclamait le ministre français des colonies, Chautemps à la Chambre en 1895 (Saulnier, 1997). Le Monseigneur Augouard (dans *28 années du Congo*, cité par Mollion, 1992 : 234) ne mâchait pas ses mots à ce sujet « Du reste, il n'y a pas à tergiverser, car c'est une question de vie ou de mort et si la France ne vient ici que pour se faire exploiter par les noirs, et faire tuer ses soldats, elle n'a "qu'à abandonner ses colonies africaines" ». Et notre prélat négrophobe conclut que le noir « ne travaillera que s'il y est forcé », une affirmation éventuellement accueillie avec joie par les compagnies concessionnaires, si ce n'est une prescription divine en faveur du travail forcé. Evidemment, ces compagnies concessionnaires avaient de l'exploitation une vision primaire consistant à s'assurer un monopole commercial sur les produits de cueillette ou de chasse, caoutchouc et ivoire, à charge pour les « indigènes » de leur livrer la marchandise aux prix les plus bas possibles, d'autant plus bas que, jusqu'à la première guerre mondiale, dans ce pays très peu monétarisé, les producteurs étaient payés en nature, sous forme de biens manufacturés occidentaux très surévalués (Coquery-Vidrovich, s.d.).

Au système concessionnaire (1899-1929) s'ajoutera dès le mois de mai 1901, « un impôt indigène ». Le code de l'indigénat entré ainsi en vigueur, impose le travail forcé, les cultures obligatoires, des corvées, un impôt de capitation pour les adultes dont celui des défunts était parfois payé par les vivants... Arrive aussi le portage nécessitant le recrutement de plusieurs milliers d'individus qui faisait fuir les populations autochtones (Mollion, *op.cit.*, 44), en particulier les jeunes robustes (« les hommes valides », selon Mollion) qui étaient recherchés pour les lourdes charges à porter et les longs parcours à effectuer (la route du Tchad et celle du

Nil), alors que les salaires étaient extrêmement insignifiants⁶⁹, d'autant plus qu'« Au début, les femmes, enfants, vieillards, chefs et notables étaient dispensés de la corvée » (Zoctizoum, *ibid.* : 41). On en vient à la coercition : prise en otage des femmes et enfants des villageois voire des chefs de villages afin d'exiger d'eux la fourniture du nombre exact des porteurs demandés (Kalck, *op.cit.* : 179-180), le pire n'étant pas loin avec l'enrôlement forcé des femmes et enfants.

Au portage, va se surajouter la construction du chemin de fer Congo-Océan (1921-1934) pour laquelle tous les hommes valides étaient réquisitionnés au point que se succéderont sur ce chantier, pas moins de 120 000 hommes dont plus de 40 000 venaient des régions centrafricaines avec une mortalité terrible évaluée à 20 000 (Saulnier, *idem*). Tous ces ingrédients mis ensemble conduisirent à un désastre démographique en territoire de l'Oubangui-Chari.

Globalement, on peut se demander avec Marc Lavergne (2014) en quoi consiste, dans le cas de la Centrafrique, le « bilan positif de la colonisation », alors que la population à bout de souffle n'a cessé de se révolter contre un système qui lui avait été imposé par les armes, et qui n'avait amené avec lui ni services, ni infrastructures, ni aucune des prétendues « valeurs de la civilisation », si ce n'est le travail forcé, les épidémies, l'exode, la famine, les massacres, etc. (Mollion, *idem* ; voir aussi Zoctizoum, 1983). Et Marc Lavergne (*idem*) d'ajouter : « L'insurrection Mandja de 1902-1904 est suivie de celle de la Lobaye en 1906⁷⁰ dont le chef Bérandjoko ne sera capturé et assassiné qu'en 1929. Et de 1928 à 1931, c'est tout l'ouest du pays, territoire des Gbaya et d'autres peuples, qui se soulèvent : la guerre de *Kongo-wara* survivra bien après la mort de son chef Karnou en 1928 » (Nzabakomada-Yakoma, cité par Lavergne, 2014).

Certes, afin de pérenniser les recettes fiscales, le prix du caoutchouc étant fluctuant au cours des années 1920, l'administration coloniale va introduire la culture du coton, et dans une

⁶⁹ C'est le cas des perles (de couleurs blanches ou rouges) que certains habitants recevaient à la suite des corvées du portage (Brégeons, *ibid.*), ou plus précisément, la perception d'une cuillerée de perles par jour et deux mètres d'étoffe par mois comme tout salaire pour les commis au portage (Zoctizoum, 1983 : 41). Dans le sud-est (Haut-Oubangui), certaines populations étaient mises à la disposition des Blancs par les chefs/sultans locaux qui percevaient les rétributions à la place des porteurs devenus ainsi esclaves, si ceux-ci ne sont pas directement recrutés de façon expéditive par les militaires [tirailleurs sénégalais en particuliers] (Mollion, *ibid.*).

⁷⁰ D'après les témoignages des colons, les troupes coloniales, de 1909 à 1911, durent reconquérir tout le pays village par village, vallée par vallée (Zoctizoum, 1983: 42), la coercition ayant fini par engendrer comme alternative la rébellion ou la fuite.

moindre mesure, celle du café. Les contraintes qui accompagnaient les travaux y relatifs ont fini par rendre le pays « exsangue » à la veille de la seconde Guerre mondiale (Yanis, 2016). C'est alors que les révoltes surgiront contre les colons. La plus importante et plus proche de nous est celle dite de *Kongo-wara* qui démontre que non seulement les jeunes étaient victimes des drames de la colonisation, mais aussi des acteurs au centre des ripostes anticoloniales.

1.3.3-La guerre du *Kongo-wara*, une réponse communautaire à l'oppression coloniale

Kongo-wara est le nom gbaya donné à l'une des plus importantes révoltes autochtones contre le système d'oppression coloniale en Afrique centrale. A la suite des abus perpétrés par le système colonial (portage, impôts de capitation, travaux forcés, etc.), les populations du désormais territoire de l'Oubangui-Chari, à bout de nerfs, vont se révolter. Ce qui aboutira à des affrontements sanglants entre elles et l'administration coloniale. C'est l'exemple de la guerre du *Kongo-wara* déclenchée à l'ouest du pays « en territoire Gbaya » entre 1928 et 1931 sous l'impulsion du charismatique Karnou (ou Karnu), de son vrai nom Barka Ngaïnombey (Nzabakomada-Yakoma, 1986 :44). Selon Alain Degras (2012 : 66), les Gbayas de Bouar parlent de « guerre du Kongo-Wara », littéralement « la guerre du manche de houe » pour désigner cette révolte générale qui se répandit au nord du Moyen-Congo, au Gabon et au sud du Tchad à partir du territoire de l'Oubangui-Chari. Cette guerre, comme le dit si bien Cathérine Coquery-Vidrovitch (1972, cité par Nzabakomada-Yakoma, *idem* : 23), est la conséquence de la contrainte⁷¹ qui fut « érigée en système de colonisation » par les concessionnaires et les administratifs depuis plus de trente ans.

A l'entame de cette guerre, les signes de mécontentements ont été dirigés en premier lieu contre les populations Bororo (ou *Mbororo*), les Fulbe, dont la deuxième phase de pénétration dans la Haute Sangha, commencée depuis 1923, prend de plus en plus d'ampleur. On leur reprochait leur collusion avec l'Administration en vue de déposséder les Gbaya de leur terre⁷² (Nzabakomada-Yakoma, *idem* : 51). Saulnier (1997) ajoute que le mouvement n'est pas raciste et visait certes les Européens, mais aussi les Africains convaincus d'exaction (comme les gardes ou vigiles) et les *Mbororos*. Ce mouvement insurrectionnel anticolonial, a mobilisé selon

⁷¹ Pour Nzabakomada-Yakoma, (1986) ces contraintes avaient atteint les limites de l'horreur et prit la forme d'un génocide. Ce qui n'est pas surprenant car, comme l'a souligné Coquery-Vidrovitch (s.d.) les Européens « possédaient tout jusqu'aux cheveux sur la tête des indigènes».

⁷² Rappelons que dans le passé, avant le début de la colonisation, les Fulbes les ont aussi menacés : « La région sud de Gbaya semble avoir été soumise à des pressions assidues venant du Sud jusqu'au XIXe siècle, tandis que les incursions des Fulbe ont ravagé toutes les régions occidentales de l'actuelle République centrafricaine au cours de la seconde moitié du même siècle » (O'Toole 1984 :332).

l'auteur, 50 000 hommes du côté africain dont 10 000 pour la guerre finale dans les grottes. L'effectif était moindre du côté européen, précise l'auteur, mais ceux-ci utilisaient des fusils et même des canons contre des flèches et sagaises.

La version la plus répandue de cette histoire montre Karnou se déplaçant avec deux bâtons de commandement dont l'un, en forme de manche de houe (le *Kongo-wara*), a le pouvoir de protéger son détenteur face aux armes de ses agresseurs. Il en donna à tous ceux qui venaient le voir, d'où le nom de cette guerre. Il prêcha la révolte et incita les populations à refuser de payer l'impôt et à chasser les Blancs. Il aura même été à la manœuvre dans la mobilisation des troupes. Les succès enregistrés dans les batailles avec leurs adversaires comme la retraite de Crubilé, alors chef de subdivision de Baboua au moment de cette, ont galvanisé le mouvement et renforcé l'image de l'invincibilité de Karnou et ses prédictions selon lesquelles le pouvoir de l'homme blanc pourrait être renversé un jour et qu'ils étaient capables de chasser le chef européen ainsi que ses gardes insurrection (Nzabakomada-Yakoma, *idem*, 55).

Assassiné en décembre 1928 par les Français, la mort de Karnou ne mettra pas fin aux révoltes qui ne s'éteindront que bien plus tard en 1931 durant « la guerre des grottes » lorsque l'armée coloniale, forte de 500 hommes enfume plus de 10 000 hommes piégés dans les grottes dans la région de Bocaranga (Saulnier, *idem*). On peut s'imaginer le nombre importants de jeunes qui ont péri durant cette guerre dans une Afrique traditionnelle où le passage de l'enfance à l'âge adulte est systématique après l'initiation fondamentale des jeunes filles et garçons dans la brousse, conférant par la même occasion le statut de guerriers aux initiés de sexe masculin (voir Nzila, 2020). Cette dernière observation est similaire à la pratique traditionnelle en milieu Gbaya où l'enfance se terminait à jeune âge, et on accède à l'âge adulte après l'initiation nommée *Labi* entre 12 et 17 ans (Vidal, 1976 ; Brunet et Vidal, 1965, cités par Both *et al.*, 2020). Bien que l'idée populaire en RCA est que, dans le passé, les femmes et enfants ne participaient pas à la guerre, cette information est essentielle pour estimer les âges des guerriers du *Kongo-Wara*, et de comprendre à quel âge l'enfant n'est plus vu comme enfant.

Faisons remarquer, pour revenir à l'actualité que cette révolte a eu un tel retentissement en Afrique centrale qu'au début des récents conflits violents en Centrafrique, le Président François Bozizé y a fait référence alors qu'il mobilisait les jeunes à s'organiser pour barrer la route à la Séléka dans sa marche vers la capitale Bangui fin 2012⁷³. Il comparaissait les assauts de la

⁷³ RFI, 27 décembre 2012, « RCA: François Bozizé appelle la jeunesse à défendre son pays »; URL: <http://www.rfi.fr/afrique/20121227-rca-francois-bozize-appelle-jeunesse-defendre-pays>

Séléka aux incursions esclavagiste et coloniale, et évoquait la guerre de Kongo-Wara pour légitimer la réponse des jeunes via un registre historique. Comme le disait justement Stephen Ellis (2002 :53), « les entrepreneurs politiques actuels [...] ont donc trouvé dans de tels souvenirs matière à créer en leur faveur des sentiments populaires d'adhésion ou de répugnance ». Bozizé ne pouvait que s'en servir. En outre, *Kongo-wara* apparaît aussi comme l'un des ancêtres emblématiques des mouvements de résistance et groupes d'auto-défense organisés par les autochtones contre l'envahisseur. Dans un continuum des résistances face aux chasseurs d'esclaves, ce mouvement populaire anticolonial met en exergue l'enracinement profond des contraintes expérimentées par les communautés en Centrafrique. Ce qui a presque normalisé la mobilisation des jeunes et adultes dans la défense de leur communauté d'appartenance face à l'oppression extérieure.

A la suite de cette guerre maîtrisée via une restructuration de l'encadrement militaire français désormais rendu efficace par la participation d'une couche de "Centrafricains" de plus en plus intéressés par les miettes consenties par la colonisation, survint la deuxième guerre mondiale et le pays fut à nouveau vidé de ses forces vives pour aller défendre l'impérialisme français contre l'impérialisme allemand (Zoctizoum, *op. cit.* : 43). Là encore, les jeunes et hommes valides seront les cibles privilégiés... Le roman historique de Piere Sammy, *l'Odyssée de Mongou* (1985), est largement consacré à cette incursion française, les oppressions coloniales et les conscriptions pour la défense de la France à la seconde guerre mondiale

I.4- De la continuité de l'histoire précoloniale et coloniale violente constitutive de l'arène politique en RCA

Comme nous l'avions vu jusque-là, historiquement, les jeunes ont été depuis fort longtemps au centre des violences successives qu'a connu et que connaît encore le territoire centrafricain dans une continuité des razzias et des affres de la colonisation. L'époque coloniale peut alors être analysée comme un prolongement de la violence précoloniale. Il en est sera de même pour l'époque postcoloniale dont l'existence même est remise en question par Ann Stoller (2016, citée par De Brujin & Both, 2018), dans la mesure où l'auteure considère que les contraintes coloniales et les dispositions impériales ont toujours une "présence tenace" dans les sociétés qui ont vécu les affres de la colonisation telle que nous l'avons vu dans le contexte de la Centrafrique. Elle en vient à considérer la présence persistante du colonialisme -ses conséquences- comme étant à l'origine des difficultés actuelles de l'ère "postcoloniale". Coquery-Vidrovitch (s.d.), en abordant dans le même sens, évoque le cas de la Haute-Sangha

(qui s'étendait du sud-est camerounais jusqu'à l'ouest de la Centrafrique actuelle) et parle des « peuples traumatisés depuis longtemps par l'impact colonial », traumatismes à la fois social et idéologique ajoute Yarisse Zoctizoum (1983). Loin de s'en tenir à l'époque coloniale, nous ajoutons que ces traumatismes s'inscrivent dans la continuité des persécutions précoloniales. Cela dénote d'une accumulation de différentes couches de difficultés dans le temps et de différentes formes d'épreuves sans rupture ou pause réelle (Brujin & Both, *ibid.*), un "héritage" du passé qui a des effets dans le contexte actuel et qui s'exprime à travers ce que Bourdieu appelle l'*habitus*, cet « ensemble de dispositions durables » qui guide l'action en l'ajustant spontanément aux conditions objectives de son effectuation (Mounier, 2001 :41).

Nous savons en effet très peu de chose sur l'agentivité des jeunes à ces époques (précoloniale et coloniale) quant à l'organisation des ripostes communautaires, même si nous avons la certitude que la tradition leur confère ce rôle de défenseurs, de guerriers. Cependant, mis à part la fuite de certains à l'arrivée des esclavagistes ou des explorateurs, les insurrections communautaires fréquentes dénotent de la volonté commune des populations d'organiser la résistance face à l'esclavagiste, le colon et ses gardes, et le concessionnaire. Ces divers acteurs surtout externes avec des intérêts variés ont participé de la construction de l'arène politique en terre centrafricaine.

Ces époques précoloniale et coloniale étant passées en revue, tâchons à présent d'aborder celle d'après les indépendances, époque où l'administration de ce territoire dont les frontières sont désormais circonscrites, est revenue aux Centrafricains eux-mêmes. Cela nous permettra d'explorer dans les détails cette présence prégnante du passé dans le présent.

II. HISTOIRE POLITIQUE DE LA CENTRAFRIQUE POSTINDEPENDANTE, UN CONTINUUM DU PASSE

Avant de poursuivre cette réflexion sur les jeunes et les conflits violents dans l'histoire postcoloniale de la Centrafrique, il nous semble fondamental de rappeler que cette histoire circonscrite après les indépendances ne se limite pas à la violence des conflits militaro-politiques et aux luttes pour la conquête du pouvoir de l'Etat. Elle est aussi emprunte des faits positifs relatifs à sa mise en valeur aux plans socio-économique, culturel, etc. même si ceux-ci restent limités. Certes, avec les derniers évènements qualifiés par certains de « guerre civile » (Bado, 2014), il nous semble crucial de jeter un regard rétrospectif sur les différents évènements de nature militaro-politique qui ont fortement marqué la Centrafrique post-indépendante. Cela

permettra d'en tirer des éléments d'analyse relatifs à la récurrence de la violence dans ce pays en lien avec le passé et l'agentivité des jeunes.

En effet, après les affres des razzias esclavagistes et l'exploitation coloniale ayant entraîné des tensions entre les envahisseurs et populations autochtones, est venue la période du recrutement forcé (Gourdin, 2013) pour la participation à la seconde guerre mondiale (1939-1945) sous les ordres du Commandant De Roux du 2^{ème} bataillon de marche (BM2) de l'Afrique équatoriale française (AEF) ralliée depuis lors à la France libre aux côtés des Alliés britanniques. A la suite de leur participation à l'effort de cette guerre (1939-1945), la lutte contre les traitements inhumains et la réclamation des droits d'autodétermination ont été les événements qui ont marqué la période d'avant les années soixante entre colons et autochtones en Oubangui-Chari sous l'impulsion du charismatique Barthélémy Boganda (Auzias & Labourdette, 1^{ère} éd., 2007-2008 : 38 ; van Walraven, 2019). Ces luttes aboutiront à une progressive responsabilisation de l'élite politique centrafricaine jusqu'à la vague des indépendances des années 1960. Que nous apprend donc cette histoire récente, quant aux conflits violents et l'agentivité des jeunes ? Cherchant à appréhender cette arène politique, et les acteurs en scène, notamment les jeunes, nous essayerons de comprendre à quel point cette histoire postcoloniale s'inscrit dans un continuum avec le passé précolonial et colonial de la Centrafrique.

II.1-L'avènement de l'indépendance et la course au pouvoir : un chapelet de coups d'Etat

Après la disparition du président fondateur Barthélémy Boganda, la succession au pouvoir de manière non démocratique a été l'une des caractéristiques principales qui va perpétuer l'ancien système de violence ayant pris ses racines depuis l'époque précoloniale et s'est renforcé à l'époque coloniale. La violence dans l'arène politique en Centrafrique semble désormais durablement établie.

II.1.1- La prolongation du système oppressif colonial à travers le régime de David Dacko

Il faut mentionner qu'après la « mort tragique » de Barthélémy Boganda (à 49 ans), le 29 mars 1959 dans un « mystérieux accident d'avion⁷⁴» (Zoctizoum, 1984 :8) alors qu'il rentrait d'une

⁷⁴ Marc Lavergne (2014 : 03) qui compare le cas Boganda à l'assassinat de Patrice Lumumba du Congo-Zaïre, pense que « le soupçon d'attentat, corroboré par le fait que le premier président de la nouvelle Centrafrique indépendante sera David Dacko, personnage sans envergure et soumis aux intérêts français, et non le vice-président Abel Goumba qui sera arrêté en 1960 lorsque les libertés publiques seront supprimées, exige que le dossier soit ouvert en dépit des décennies écoulées, et que la France fasse le cas échéant amende honorable pour cet assassinat, s'il est avéré ».

mission officielle de Berbérati, c'est son vice-président Abel Gouumba qui devrait lui succéder d'après la Constitution de 1959 (voir aussi décret N°58/12, publié au journal officiel du 1^{er} Janvier 1959). Pour Nguinza A Kamgbì Kodro (1978), il faut comprendre l'accession au pouvoir de Dacko (instituteur se disant "cousin" de Boganda) en lieu et place de Gouumba qui sera emprisonné par la suite, comme une stratégie postcoloniale visant à « mettre sur pied des gouvernements africains pro-occidentaux, plus efficaces que les agents coloniaux blancs, afin d'endiguer et de briser cet élan révolutionnaire des masses africaines ». Ce qui se vérifie d'ailleurs lorsque Dacko va restreindre les libertés publiques tout en mettant en avant le Mouvement de l'Evolution sociale de l'Afrique noire (MESAN)⁷⁵ comme parti unique après avoir reconnu contre toute attente, en novembre 1960 à la tribune de l'Assemblée nationale que « le régime colonial était plus modéré » (Kalck, 1992 : 308).

Nous pouvons retenir de cette péripétie, la prolongation d'un système coloniale marqué par la violence dans les relations entre colons et autochtones via les pro-occidentaux à travers le personnage de David Dacko. Le deuxième élément d'analyse à tirer de cette histoire du début des indépendances est que David Dacko que Gourdin (2013) qualifie de personnage "incompétent" ne réussira pas à asseoir un Etat régional doté d'institutions fortes dans cette Centrafrique en construction qu'il aura contribué à affaiblir par son accession inconstitutionnelle au pouvoir (voir aussi Mouguia, 2022). Dès lors, il a inauguré les coups d'Etat constitutionnels qui vont se répéter au fil du temps avec leurs cohortes de violences sur fonds de participation des jeunes. C'est le cas du coup d'Etat militaire de Jean Bédel Bokassa. Comme le soulignent si promptement Sophie Escoffier *et al.* (2014), « l'instabilité politique domine et dès l'indépendance, les conditions sont posées pour que s'installe un conflit latent » ; même si parler de "conflit latent" est un euphémisme dans ce cas précis. Bokassa va aussi à son tour inaugurer une entrée sur la scène politique des jeunes lycéens et étudiants comme acteurs de cette arène.

1.1.2- Les jeunes centrafricains face au *diktat* de Bokassa 1^{er}

Après être réélu à la tête de l'Etat centrafricain pour un mandat de sept ans le 04 janvier 1964 (il était d'ailleurs le seul candidat en lice), David Dacko ne vas durer qu'à peine deux ans au pouvoir. Car dès la nuit du 31 décembre 1965 au 1^{er} janvier 1966, le premier coup d'Etat militaire était fait par le chef d'Etat-major de l'armée, le colonel Jean-Bédel Bokassa. L'histoire

⁷⁵ Parti créé par Barthélémy Boganda le 28 septembre 1949 au KM5 à Bangui (Aziagbia, 2009, t.1).

rapporte que très vite, ce dernier réunit tous les pouvoirs entre ses mains⁷⁶ et cumule également au fil des ans, de nombreuses fonctions ministérielles. Bokassa poussa son *diktat* un peu plus loin : une nouvelle Constitution est adoptée en 1976 faisant de la RCA un Empire, et le 04 décembre 1977 il devient le premier Empereur de la Centrafrique (Germain, 2000).

Dans une continuité avec le passé, l'oppression du régime drastique de Bokassa ne tarda pas à pousser à la révolte. Les émeutes des lycéens et étudiants à Bangui en janvier 1979 suivi des troubles intermittents jusqu'en avril de la même année en sont une illustration parfaite. A l'origine, le port obligatoire des uniformes scolaires⁷⁷ qu'ils sont contraints à acheter alors que leurs parents n'étaient pas payés depuis des mois (on entendait les enfants crier à l'adresse de Bokassa : « Papa payez nos parents » ou encore « Nous nous battons pour nos parents »), enfants et jeunes se révolteront (Germain, *idem*). S'ensuivra (d'abord en janvier, puis en avril 1979) une répression brutale et arbitraire faisant des dizaines de morts et des centaines de manifestants jeunes internés à la prison centrale de Ngaragba dans la capitale Bangui. L'un de nos enquêtés, militaire retraité⁷⁸, qui faisait partie d'un groupe d'élèves emportés à destination de la maison d'arrêt de Ngaragba, dit avoir eu la vie sauve grâce à l'aide de son cousin, un élève-policier qui était membre de l'équipe de répression des manifestants (entretien avec militaire retraité, Bangui, août 2017). La révolte ayant gagné tout le pays et tous les corps de métiers, la répression des manifestations a été brutale : « dans le sang », avec plus de mille morts dans tout le pays et des centaines de jeunes élèves et étudiants faits prisonniers (Nguinza Akamgbì Kodro, 1979). Cela va servir d'alibi supplémentaire qui va conduire au renversement du régime de Bokassa, monté de toutes pièces par la France et opérée par les parachutistes français de l'opération *Barracuda* qui ramenèrent Dacko une seconde fois au pouvoir dans la nuit du 20 au 21 septembre de la même année (Yanis, 2016). On voit donc une fois de plus, l'omniprésence d'acteurs externes dans cette arène politique en Centrafrique post-indépendante, toujours dans une continuité avec le passé précolonial et colonial où ces acteurs externes font la pluie et le beau temps.

⁷⁶ Les 4 et 8 janvier 1966, ont vu la promulgation des actes constitutionnels I et II donnant provisoirement les pleins pouvoirs au nouveau chef de l'Etat et abrogeant la Constitution de 1964 (Germain, 2000: 58).

⁷⁷ “Bien que Bokassa affirme que son ministre de l'Education, Henri Maïdou, a été responsable de cette mesure [comme si Maïdou pouvait le contredire!], il semble que l'Empereur ait plutôt voulu récupérer les bénéfices de l'achat de ces uniformes fabriqués en monopole par ses propres fabriques de vêtements” (Germain, *idem*: 249). Ce qui serait la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

⁷⁸ Ce dernier dit avoir rejoint l'armée pour venger son oncle assassiné par Bokassa à la suite d'une rumeur de coup d'Etat. Il ajoute que Bokassa disait avoir envoyé son oncle en prison alors qu'il l'a tué et mangé.

Pour comprendre le poids de cette histoire et la place que les jeunes y occupent à l'époque de Bokassa, faisons appel aux propos suivants de Germain qui définit de la manière suivante le groupe des écoliers victimes des abus de la garde impériale de Bokassa en 1979 :

Premièrement, l'âge des écoliers peut varier énormément en fonction du moment où ceux-ci ont commencé leurs études. En effet, certains d'entre eux n'ont pris la route de l'école que très tard et l'on peut rencontrer des élèves de troisième ou de terminale de vingt-cinq ou trente ans, même si la majorité d'entre eux a entre dix et vingt ans.

Deuxièmement, la notion d'adolescence n'existe pas dans la culture traditionnelle. L'enfant devient homme après son initiation qui a lieu souvent assez tôt vers douze ou treize ans. La vie urbaine n'a pas gardé ces coutumes mais les habitudes sociales qui y sont liées, si bien que l'écolier est enfant en début de scolarité secondaire mais devient très rapidement un homme.

Troisièmement, l'écolier est en général marié et père de famille tout en restant dépendant de sa famille financièrement et matériellement.

L'ensemble de ces constatations permet donc de discerner au travers de ce terme d'écolier un véritable groupe social muni de sa personnalité propre et réceptif aux idéaux modernes. [...] Les termes de "démocratie", "liberté", "droit d'expression" ne sont pas pour eux des abstractions. L'erreur de Bokassa a été de ne pas le sentir. (Germain, 2000 : 244-245)

Cet extrait décrit avec une élégante précision l'âge des émeutiers, le rôle joué par les jeunes dans les changements socio-politiques en Centrafrique postindépendance, et surtout leur riposte face à un « Bokassa mégalomane⁷⁹ et scandaleux, ayant maintenu son peuple en esclavage par la violence et la peur » (*idem*: 8). Exactement comme l'ont fait comme les esclavagistes et les colons. On voit donc à quel point le critère d'âge reste relatif quant à la description de la jeunesse en Centrafrique aussi bien dans un passé où l'enfant accède directement au statut d'adulte après son initiation vers douze ou treize ans, et dans un présent où on peut être adulte, père de famille et resté écolier/lycéen ou étudiant. Il est aussi intéressant de noter l'agentivité des jeunes dans ce contexte où ils n'ont pas eu le choix que de défendre leurs parents restés sans salaires depuis des mois. Cela en rajoute à ce rôle de défenseur communautaire dévolu à la jeunesse dans les sociétés encore fortement marquées par la tradition.

La chute de Bokassa qui s'inscrit dans la suite logique de ces événements démontre que la jeunesse centrafricaine (ou plutôt de la jeunesse de l'Empire centrafricain), en dépit de l'atmosphère de terreur qui régnait, a été acteur d'un changement de grande envergure dans le pays, bien qu'elle a payé par la même occasion un lourd tribut. Ajoutons qu'un monument a été érigé en mémoire de ces jeunes martyrs (sur lequel on peut lire « aux martyrs immortels, la patrie reconnaissante »), monument à côté duquel se trouve l'ancien lycée Bokassa rebaptisé

⁷⁹ Changements répétés de titres: colonel, général, président à vie, maréchal et enfin empereur.

"Lycée des Martyrs". Et le 18 janvier de chaque année est commémorée la mémoire de ces jeunes martyrs sous l'impulsion du Conseil national de la jeunesse centrafricaine : c'est la « journée des martyrs ».



Du haut vers le bas : image 14 : le monument des Martyrs avec en arrière-plan droit le lycée des Martyrs ; **image 15** : une vue de l'entrée principale du Lycée des Martyrs sans lumière la nuit. @ : images de l'auteur, Bangui, septembre 2022.

II.1.2- Le difficile retour à la démocratie : des mutineries à la reprise des coups d'Etat

De retour au pouvoir, Dacko dissout le MESAN, restaure la République à la faveur d'une nouvelle Constitution, et organise les élections qu'il remporte le 15 mars 1981 face à Ange Félix Patassé. Celui-ci a d'ailleurs fortement contesté les résultats de cette élection ; ce qui a conduit à de troubles sociaux. Survint alors un autre coup d'Etat⁸⁰ le 1^{er} septembre 1981, qui mena le

⁸⁰ Ici, d'aucuns parlent d'un « arrangement », un « coup d'Etat conventionnel » (Aziagbia, *idem*) entre Kolingba et Dacko. Ce dernier, un peu malade et fatigué par les revendications, aurait jugé utile de « remettre » le pouvoir

général des corps d’armée André Kolingba à la tête d’une junte militaire (le Comité militaire de redressement national -CMRN) au sommet de l’Etat. Cependant, durant le long règne de Kolingba, la démocratie disparaît une nouvelle fois du paysage politique centrafricain et le régime en place privilégie son ethnique (l’ethnie Yakoma). La malgouvernance de ce régime précipita le pays dans une nouvelle crise avec au menu le cumul des arriérés de salaires et les grèves à répétition jusqu’à l’élection d’Ange Félix Patassé en 1993. Alors que les Centrafricains pensaient à l’issue de ces élections, en avoir fini avec l’oppression de l’ère Bokassa, le clanisme et la misère de l’époque Kolingba, la violence ne semble pas les avoir oubliés. Les mutineries (1996-1997) qui écloront seulement deux ans après ces premières élections dites démocratiques démontrent à quel point « les Centrafricains n’en ont pas fini avec le malheur » (Gourdin, 2013).

II.1.2.1- Patassé face aux jeunes mutins et les implications d’acteurs externes dans l’arène politique en Centrafrique

Deux ans après l’accession démocratique au pouvoir de Patassé, on a assisté, de 1996 à 1997, à trois mutineries des éléments des Forces armées centrafricaines contre le pouvoir en place. La première mutinerie date du 18 avril 1996, la deuxième seulement un mois plus tard, du 18 au 26 mai 1996, et la troisième de novembre 1996 à avril 1997. Celle-ci étant la plus longue, la plus politisée et la plus meurtrière. Ces mutineries étaient au départ motivées par la réclamation des militaires du paiement de trois mois d’arriérés de salaire. Mais on sait aussi que ces mutineries sont la résultante du désir du régime de maintenir les militaires des autres ethnies (surtout Yakoma) loin de la capitale pour décourager toute velléité déstabilisatrice pourtant réelle à l’endroit du pouvoir, et l’arrestation des caciques du précédent régime de Kolingba soupçonnés de détournement par une commission d’enquête, qui en ont été les raisons fondamentales (Ounda, 2018). On annonce l’entrée en scène des « Codo » du Tchad⁸¹ appelés par Patassé et la distribution des armes et munitions aux jeunes miliciens recrutés pour former

à Kolingba qui dit avoir négocié et obtenu cette démission de Dacko et de son gouvernement. Pour Jacques Serre (2007: 130, 257), « Dacko se défend à peine d’en avoir été non seulement le co-auteur, mais aussi le vrai bénéficiaire ». Il sera régulièrement reçu à la villa Nasser, la résidence secondaire du Président Kolingba, et bénéficiera des soutiens financiers de celui qui l’aurait « chassé » du pouvoir. Germain (2013) soutient qu’avec la bénédiction de Paris, le général Kolingba a chassé Dacko du pouvoir à son grand soulagement et avec son consentement. Dans une discussion sur Facebook (mars 2016) un participant a rapporté la réponse suivante de Dacko à un journaliste français qui lui posait la question à propos de cette querelle: “si l’armée vous demande de lui remettre le pouvoir pour ramener l’ordre dans le pays ou pour quelques motifs que ce soit, c’est qu’il y a coup d’Etat” [nous n’avions pas eu la possibilité de vérifier ces propos]. Néanmoins sur papier, il était clair que “cette remise” du pouvoir à l’armée devrait durer 6 mois afin que celle-ci ramène l’ordre. Le pouvoir devrait ensuite être remis au Président élu David Dacko; ce qui n’arrivera jamais (Rfi, Archive d’Afrique, publié le 26 sept. 2020).

⁸¹ Appel probablement motivé par les anciennes affinités avec les “Codo-Mbakara” de la région de Paoua à la proximité avec le Tchad. Patassé étant originaire de Paoua.

les milices *Kârâkô* et *Bâlâwâ*⁸² (forces supplétives des militaires loyalistes) afin de défendre le régime face à une partie de l'armée qui s'est mutinée réclamant le départ de Patassé du pouvoir. Beaucoup de jeunes des quartiers nord de Bangui (pro-Patassé) dits « Savaniers » s'organiseront pour, disent-ils, « protéger leurs quartiers », alors que leurs barrières visaient à débusquer les ressortissants des quartiers sud de Bangui (pro-Kolingba) dits « Riverains » (Ounda, *ibid.* ; voir aussi Saulet Surungba, 2012). Les affrontements entre loyalistes et mutins étaient sanglants, les hommes étaient particulièrement visés, d'où les cris en sängô « *Â kôli ä kpé ! Â wâli ä ngbâ* » (littéralement "*les hommes fuyez ! Les femmes restez (peuvent rester)* ".)

Ces troubles vont engendrer des tractations qui vont aboutir d'abord à la conclusion des Accords dits de Bangui, puis à la création en 1997 d'une mission interafricaine, la Mission internationale de surveillance des accords de Bangui (MISAB), relayée par la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) en mars 1998 (Ounda, *idem* ; Wikipedia, *MINURCA*). Patassé organise tout de même des élections qu'il remporte en 1999 sous les contestations des opposants. Les troubles s'ensuivirent, alors que la crise financière continua de secouer le pays. Dans la foulée, son prédécesseur André Kolingba tente un coup d'Etat en mai 2001 sans succès. Sur appel de Patassé, l'intervention des militaires libyens et celle des combattants rebelles du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean Pierre Bemba Gombo en sol centrafricain et la répression qui s'est ensuivie cristallise la violence dans le pays. A la suite de ces évènements, et désormais peu confiant dans la loyauté des militaires, le Chef d'Etat-major de l'armée François Bozizé, accusé de connivence avec les putschistes est déposé le 26 octobre 2001. Le 02 novembre de la même année, un mandat d'emménage est délivré contre lui, mais il résiste à son arrestation et se replie vers le nord avec quelques 200 hommes fidèles. Il se réfugie ensuite au Tchad d'où il anime un mouvement armé qui tente un putsch manqué en octobre 2002 (Aziagbia, 2009 : 45). Mais Bozizé récidiva avec une réussite cette fois en mars 2003 à la suite d'une première "rébellion-coup d'Etat", en l'absence de Patassé alors invité au sommet des Chefs d'Etats africains de la zone sahélo-saharienne (CEN-SAD) à Niamey (Niger) et vainement aidé par les combattants du MLC assimilés aux Banyamulengue et les soldats libyens venus à la rescousse (Gomina-Pampali, 2017).

On voit encore une fois de plus à quel point l'arène politique en RCA se complexifie dans les conflits violents avec la présence d'acteurs internes et externes sur fond de mobilisation des jeunes - FACA, miliciens progouvernementaux, rebelles, etc. Même l'emplacement

⁸² *Kârâkô* (arachide en sängô) et *Bâlâwâ* (karité en sängô), deux ressources très exploitées dans l'Ouham-Pendé, région d'origine du Président Ange Félix Patassé.

géographique et l'appartenance ethnique des populations sont devenus des prétextes à la persécution.

II.1.2.2- De la "libération" à la chute du pouvoir de Bozizé et l'épisode *Anti-Balaka/Séléka*

Une fois au pouvoir à la faveur d'une rébellion dite des "Libérateurs", Bozizé tente de redresser l'économie du pays qu'il essaie de stabiliser durant une période de transition de 2003 à 2005, et organise des élections qu'il remporte au second tour en mai 2005. Malgré cela, une nouvelle flambée de violence renaît dans le nord avec les rebelles de l'Union des Forces démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) qui exigent du gouvernement en place le partage du pouvoir en s'emparant des villes de la préfecture de Vakaga. Celles-ci seront reprises par les FACA aidés par l'Armée française qui a signé son grand retour avec Bozizé. Les zones à risques sont sécurisées par l'Opération Bouali (armée française) et la Force multilatérale de la CEMAC (FOMUC) (Auzias & Labourdette, 1^{ère} éd., *idem* : 43-44).

De même qu'à l'époque de Patassé, l'insécurité grandissante dans le pays favorise entretemps des groupes de coupeurs de route, les *Zaraguinas*⁸³ qui s'en prennent aux voyageurs, aux commerçants, aux éleveurs et convoyeurs de bœufs (Escoffier *et al.*, 2014.). Ces coupeurs de route sont entre autres issus des rangs des ex rebelles centrafricains (dont les ex-Libérateurs) ou étrangers (Tchadiens et Soudanais) démobilisés ou non qui profitent du manque de contrôle du territoire par l'Etat et de la porosité des frontières pour perpétrer leurs forfaits (vols, viols, braquages, assassinats, braconnages, prises d'otages et demande de rançons, etc.) (Debos, 2012).

Certes, le premier mandat constitutionnel de Bozizé (2005-2010) étant arrivé à échéance, il organise les élections présidentielles et législatives (très contestées d'ailleurs) qu'il remporte avec son parti le *Kwa na kwa* (littéralement « le travail, rien que le travail ») entre 2010 et 2011. Cependant, le pays toujours aussi instable, vacille sous l'effet cumulé de la mal gouvernance, du clanisme, de la pauvreté grandissante, etc. Une fois de plus les remous sociaux renaitront et les jeunes entreront massivement sur scène par une émeute le 02 août 2012 à la suite d'un test de recrutement de 700 à 800 jeunes (hommes et femmes âgés de 18 à 25 ans) dans les Forces armées centrafricaines (FACA). Les frais de dossier s'élevant à 5 000 FCFA, certains jeunes n'ont pas hésité à brader leurs biens (et/ou ceux de leurs parents) pour soudoyer

⁸³ De l'arabe *Saragui*, pluriel de *sarag* « voleur »?
(<http://www.bdlp.org/fiche.asp?base=CE&no=519035&rubrique=>)

des organisateurs corrompus afin de figurer sur la liste des recrues. Les déçus parmi les 10 000 candidats initiaux jugeront les résultats publiés discriminatoires, injustes et en faveur des Gbaya, l'ethnie du général président Bozizé. Au Jardin du Cinquantenaire à Bangui, les émeutiers arracheront le buste de Bozizé parmi ceux des anciens Chefs d'Etats centrafricains. Ils briseront aussi le portail de la maison d'arrêt de Ngaragba faisant fuir 750 prisonniers, et vont casser le monument du 15 mars symbole de l'accession au pouvoir de Bozizé (Centrafrique-Presse.com, 04 août 2012 ; Bissakounou, 2015). A ces faits s'ajoutent les agissements des groupes rebelles dans le nord et le nord-est dont les rangs seront plus tard gonflés par une partie de ces jeunes émeutiers désœuvrés.

Ainsi, fin 2012, une dernière vague de violence (qui perdure jusqu'aujourd'hui) débuta, lorsqu'une coalition dénommée *Séléka* (*alliance ou pacte*) et composée de plusieurs groupes rebelles (majoritairement musulmans) du nord et nord-est, accusent le Président Bozizé de ne pas respecter les accords de paix signés à Birao (Zozime Tamekamta, 2013). Malgré les appels sans réponse de Bozizé à l'aide militaire de la France, les Forces armées centrafricaines fragilisées, sans moyens et vainement aidées par les forces sud-africaines, n'ont pu stopper l'avancée fulgurante de la Séléka qui réussira finalement à placer son leader Michel Djotodia au pouvoir par la force en mars 2013 (Flichy de la Neuville, dir., 2014). Malheureusement, « ce président illégitime et sans autorité sur la *Séléka* sera incapable de mettre un terme aux exactions des miliciens démobilisés [?] comme à celle des milices *anti-Balaka*⁸⁴ désormais animés par un sentiment de vengeance » (Escoffier *et al.*, 2014). L'image des jeunes dans cette arène s'est fortement détériorée à la suite de cet énième affrontement des acteurs de l'arène politique en RCA, bien que certaines atrocités ont été commises par des acteurs venus de l'extérieur.

A ce niveau, il faut préciser que les exactions entre la Séléka et les Anti-Balaka ont atteint leur paroxysme en décembre 2013, obligeant ainsi Djotodia à un retrait forcé du pouvoir en janvier 2014 suite à une rencontre des parlementaires de la Transition centrafricaine réunis à Ndjaména au Tchad. Alors qu'une présidente et un gouvernement transitoires ont été établie (2013-2016), qu'un président a été démocratiquement élu et installé en mars 2016, et qu'un accord de paix et de la réconciliation a été négocié et signé en février 2019, les conflits entre nombreux groupes armés persistent, de même que les affrontements entre groupes armés coalisés d'une part, et les forces gouvernementales et "alliées" (russes et rwandaises) d'autre part.

⁸⁴ « Anti-machette », aussi traduit par « Anti balle AK (47) »; « anti » en référence aux gris-gris qui les rendraient invulnérables aux sabres et aux balles, et *Balaka* qui veut dire machette.

En définitive, ce survol des crises en Centrafrique postindépendante démontre que la force reste « le mode ordinaire d'accession et de maintien au pouvoir » (Akoa, 2014), et que les accessions au pouvoir par la force conduisent trop souvent à la formation des groupes armés motivés par la reprise du pouvoir par le même procédé. Ce phénomène se renforce par la constitution des groupes informels d'autodéfense initiés localement pour la défense communautaire en l'absence de la protection de l'Etat, mais aussi par la mise en place des milices gouvernementales par perte de confiance en l'armée (Bado, 2014). Ce qui peut expliquer en partie la tournure quasi-cyclique des luttes armées et la répétition de la violence dans le pays. Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (2013) proposent le schéma qui va « de la présidence à la rébellion » (Anti-Balaka, [ex-Séléka]) et « des rébellions au gouvernement » ("Libérateurs", Séléka). Pour Glawion et de Vries (2018), cette situation est la résultante d'une gouvernance caractérisée par une politique toujours aussi externalisée, la négligence de la périphérie et la pluralité de violence en Centrafrique qui continuent de marquer l'histoire du pays. Cette pluralité de violence tient non seulement de l'héritage d'un passé particulièrement violent qui s'exprime à travers les acteurs externes et internes, mais également de la reproduction d'un ordre politique qu'incarna l'ordre colonial indissociable de recours exclusif à la violence aussi bien pour maintenir l'ordre, que pour contrôler les vastes territoires éloignés de Bangui (Minfegue, 2022).

II.2- L'Etat et les jeunes dans l'arène politique en Centrafrique postindépendante

Comme nous l'avons montré ci-dessus, la période postindépendance est caractérisée, mis à part les troubles socio-politiques, par les efforts de construction de la nouvelle République centrafricaine. Dans cette lancée, il y a eu des actions en faveur des jeunes : « fer de lance de la Nation », « garantie la plus sûre pour l'avenir », ou encore « l'avenir au présent » (Mbembé, 1985 : 17) comme aiment le proclamer pompeusement les hommes politiques africains, ainsi que les partenaires au développement. En Centrafrique, en dehors de l'enseignement fondamentale (primaire, secondaire et universitaire) et technique souvent perturbés par les différentes crises militaro-politiques, les grèves des étudiants et/ou des enseignants,⁸⁵ on peut noter la création par le président Dacko⁸⁶ par une loi datant de mai 1962, d'un organisme d'incitation au développement et d'animation rurale dénommé Jeunesse pionnière nationale

⁸⁵ L'image du lycée des martyrs ci-dessus est illustrative du manque d'attention accordée par l'Etat aux infrastructures de formation dédiée à la formation des jeunes en Centrafrique.

⁸⁶ A la suite d'une visite officielle en Israël en mars 1962, celui-ci était fasciné par la réussite des expériences rurales de kibbutzim israéliens. C'est de là qu'est venue l'inspiration de cette création avec le soutien de l'Israël.

(JPN). Le programme de cet organe qui est axé sur le développement rural, et qui avait un volet paramilitaire verra son destin basculé en 1972 lorsque le Président Bokassa qui l'a entretemps militarisé, craignait de voir un jour cet organe être récupéré par un militaire audacieux qui chercherait à prendre le pouvoir. Ainsi, à la suite de l'ordonnance N°72/077 du 28 septembre 1972, il fera de la JPN un Centre d'orientation de la jeunesse nationale et pas une formation paramilitaire. Ce même Bokassa va dissoudre la JPN en 1974 après la fermeture de l'ambassade israélienne (fermeture qui a privé la JPN de ses techniciens originaires de ce pays), "par solidarité au peuple arabe", conséquence de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 dénommée "guerre du kippour" (Ngoundji-Tanga, 1992 : 334-339). Très populaire et très appréciée par ses anciens ressortissants, la JPN a certainement beaucoup contribué à l'édification de la jeunesse centrafricaine aussi bien sur le plan du développement socio-économique que de la formation paramilitaire. Toutefois, il est probable que cet aspect militaire ait influencé les descendants des anciens ressortissants de la JPN.

Ayant interrogé le Directeur général de la jeunesse à propos des programmes dédiés à la formation professionnelle des jeunes centrafricains, celui-ci a longuement tergiversé pour enfin citer la réactivation de la JPN entretemps jeté aux oubliettes (entretien avec le DG de la jeunesse, Bangui, février 2018). Malheureusement, l'actualité récente de la JPN est marquée par des détournements de fonds alloués au fonctionnement de cet organe incriminant une ancienne équipe dirigeante placée sous la responsabilité de Armel Sayo, chef du groupe rebelle Révolution et Justice, et celle qui lui a succédé (le ministre délégué chargé de la JPN en premier) (Oubangui Média, 26 juillet 2021). Ces faits confirment ces propos d'un leader du Conseil national de la jeunesse (CNJ) qui nous confiait en sourdine - il nous demandait de stopper l'enregistrement de l'entretien en ce moment précis-, que de beaux programmes existent sur papier en faveur de la jeunesse, mais concrètement, personne ne se préoccupe de leur mise en œuvre (enquête de terrain, Bangui, août 2017).

Outre ces actions et bien d'autres en faveur de la jeunesse, celle-ci sera régulièrement mêlée aux différents troubles soci-politiques nés en Centrafrique. La plus grande illustration reste les émeutes de l'époque Bokassa que nous avons décrit ci-dessous. C'est aussi le cas du coup d'Etat manqué de Patassé, Bozizé et Mbaïkoua contre Kolingba (en mars 1982) ayant entraîné la création du groupe rebelle dénommé *Codo-Mbakara* dans le nord-est centrafricain précisément dans la région de Paoua et l'Ouham-Pendé. Les combattants de ce groupe étaient des jeunes valides et robustes recrutés dans les villages pour le port des matériels et vivres, bien qu'ils seront utilisés ensuite pour la lutte armée (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Quant aux mutineries sanglantes des années 1996-1997 qui ont opposé une partie de l’armée au régime du président Patassé, elles ont impliqué non seulement les jeunes FACA, mais aussi une frange de la population civile (jeunes en particulier) des quartiers nord et sud de Bangui (Chauvin, 2009) dont certains ont été incorporés dans les milices *kârâkô* et *bâlâwâ*. A propos de ces mutineries, nous avons eu un entretien avec l’un des acteurs, jeune militaire (il avait 22 ans) à l’époque de ces mutineries. Son histoire nous apprend qu’il est entré dans l’armée à l’époque de Kolingba et grâce à l’appui d’un militaire proche du régime, alors qu’il n’avait pas encore 18 ans (il avait 17 ans et son acte de naissance a donc été modifié à cette fin⁸⁷). Etant sous les commandements directs de certains leaders et sur le théâtre des opérations, il a participé à ces différentes mutineries avant de rejoindre le camp des loyalistes à l’instar des autres militaires d’autres ethnies. Ceux-ci s’étant rendu compte de la manipulation des militaires d’origine yakoma qui maniaient des discours corporatistes en faveur de l’armée, alors que leur véritable objectif était la prise du pouvoir de l’Etat par la force, nous confie-t-il. Comme il l’a mentionné par la suite, il s’est senti exploité par ses commandants. Bien que proche de certains leaders de ces soulèvements sur le théâtre des opérations, ces derniers ont été gracieusement exilés avec leurs familles en France pendant longtemps à la faveur de diverses ententes, et certains qui sont aujourd’hui de retour, bénéficient de tous les priviléges dans les hautes sphères de l’administration alors qu’il n’a rien gagné, « même pas un galon » dit-il, à la suite de ces luttes armées (entretien avec un Gendarme, 47 ans, Bangui, sept. 2021).

Enfin, le coup d’Etat réussi de Bozizé en mars 2003 mettant au centre une jeunesse désœuvrée, "les Libérateurs", a entretenu le rôle moteur des jeunes comme ouvriers sur les théâtres des affrontements dans le pays. Ces jeunes "libérateurs" dont certains, se sentant exploités, deviendront des bandits avant de rejoindre à nouveau la Coalition Séléka (Debos, 2012) dont les exactions ont entraîné la riposte des anti-Balaka tout aussi versés dans les dérives criminelles.

La jeunesse est donc présente dans chacune des phases des événements majeurs de la vie publique en Centrafrique. Elle est tour à tour actrice de changement tout en étant victime (époque Bokassa en 1979), manipulée (mutineries de l’armée centrafricaine de 1996-1997), exploitées par les acteurs politico-militaires (milices progouvernementales et rebelles), voire

⁸⁷ Cette méthode est souvent employée par les jeunes ayant la volonté d’intégrer l’armée : ils falsifient leur âge ou changent de nom afin d’avoir une consonance de l’ethnie au pouvoir (voire Both *et al*, 2020). Cela conduit souvent à l’accusation portée vers l’Etat-major des FACA, de recruter des enfants et de les envoyer au front par la presse locale.

instrumentalisée ((ex-) Séléka et Anti-Balaka). Ce qui illustre la thèse de cette jeunesse ressource au pouvoir limité, prise au centre de la violence continue, et à la solde des acteurs aux pouvoirs plus étendus (politiciens, mercenaires ou chefs rebelles, pays ou puissances étrangères, etc.), même si certains jeunes arrivent à rester à l'écart de la violence armée, comme nous le verrons plus loin.

Conclusion du chapitre

Aujourd’hui République centrafricaine (RCA), le territoire qui constituait ce pays a pendant longtemps été soumis à la violence. Terre d’asile pour les populations qui étaient persécutées dans les régions actuelles du Soudan et du Cameroun, le territoire actuel de la Centrafrique a été le théâtre des actes de persécution à l’endroit de sa population d’installation récente (XIX^e siècle). D’abord les marchands d’esclaves (traite occidentale et orientale) qui y ont trouvé un important réservoir d’esclaves jeunes. Ensuite les administrateurs coloniaux et concessionnaires qui malmenaient cette population via une logique française d’exploitation systématique et une coercition inhumaine. Et enfin les avidités pouvoiristes et l’accumulation économique personnelle des élites du pays, alimentées par les convoitises des puissances étrangères et l’ingérence des pays voisins. L’arène politique centrafricaine s’est ainsi construite au fil du temps avec une panoplie d’acteurs. Les difficultés se superposant les unes aux autres, la violence paraît presque continue sur ce territoire.

Même à la remise du pouvoir de l’Etat aux Centrafricains eux-mêmes, très peu est fait dans l’intérêt de la majorité jeune aux prises avec un système de violence structurelle dans lequel elle grandit et qui lui offre un cadre de référence univoque. Persécutée à l’époque précoloniale et coloniale, cette jeunesse montre qu’elle est une force de changement, même si elle demeure l’une des principales victimes de cette arène. C’est ce que nous a appris les événements de la guerre du *Kongo-wara* (1928-1931), mais aussi les révoltes des élèves et étudiants sous le règne de Bokassa 1^{er} (1979), et plus proche de nous les attaques entre Séléka et Anti-Balaka. Il apparaît à travers cette excursion historique tendant à clarifier la construction progressive de l’arène politique en Centrafrique, que la violence se répète donc dans un continuum avec le passé, et la cheville ouvrière de ces évènements reste les jeunes.

En dirigeant notre regard sur les acteurs de l’histoire centrafricaine, nous relevons que l’arène politique dans ce pays est construite dans une première phase avec des acteurs externes à la

recherche des hommes-marchandises et autres ressources naturelles. Sans rompre véritablement avec les excursions violentes des acteurs externes, elle est aujourd’hui constituée dans une seconde phase des acteurs internes, avec comme enjeux la lutte effrénée pour le pouvoir, sur fond de mobilisation des jeunes dans une certaine continuité avec le passé où ils étaient considérés comme des marchandises ou outils de travail, donc une ressource. On est en face d’une accumulation des couches de contraintes qui sont devenues durables au fil du temps. C’est ce que De Bruijn et Both (2018) appellent « la durée dans la contrainte : des couches de difficultés accumulées au fil du temps » (*The Durée in Duress: Layers of Hardship Accumulating over Time*).

Certes, loin d’afficher une figure de victime inerte, cette population (jeune particulièrement) n’a cessé de riposter face à l’oppression extérieure et intérieure durant ces périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale. L’accumulation des contraintes au fil du temps, a sans doute développé et renforcé chez les populations une attitude de défense (à la suite d’un processus d’intériorisation de la violence normalisée) les conduisant à s’organiser pour se protéger (groupes d’auto-défense, anti-zaraguinas) face à l’insécurité grandissante et en l’absence d’un Etat providence. Benoît Lallau parlera à ce propos d’une situation de « multicrise » qui est devenue « le mode normal de la régulation sociale » en Centrafrique (Lallau, 2015 : 297-298).

Ce chapitre aura eu le mérite de monter que la violence est indissociable de l’histoire de la Centrafrique et que les jeunes constituent une constante de cette trajectoire marquée de confrontations violentes, et inscrite dans une continuité au-delà de l’arbitraire découpage précolonial, colonial et postcolonial. Les jeunes constituent aujourd’hui, dans une continuité avec un passé violent, un groupe d’acteurs de changement, de même qu’ils sont les victimes de cette pluralité de violences. Loin d’avoir épuisé ce sujet, nous prolongeons, au cours du chapitre suivant, la discussion sur les jeunes et la reproduction de la violence à travers l’émergence et la pérennisation des groupes de milices et de rébellion armés.